

Déclaration de la France

CSA 48 – 4 juin 2021

- La France s'aligne sur la déclaration prononcée par le Portugal au nom de l'Union européenne et de ses 27 Etats membres.
- Nous saluons les efforts des deux Présidents, en particulier l'Ambassadeur Yaya Olaniran, du Secrétariat, des interprètes et de tous les négociateurs qui n'ont pas ménagé leur peine pour que les recommandations politiques que nous validons aujourd'hui enrichissent les travaux préparatoires au Sommet des systèmes alimentaires.
- Nous souhaitons aussi saluer une nouvelle fois le rapport 14 du HLPE très complet et étayé, qui a servi de base à ces discussions. Cela confirme le rôle important du HLPE et espérons que le Sommet des systèmes alimentaires le reconnaitra.
- Le texte final des recommandations est assez équilibré étant donné les divergences de point de vue sur ce sujet. Le compromis atteint peut être jugé satisfaisant même si nous aurions espéré un résultat plus ambitieux pour ce texte d'application volontaire. Nous regrettons ainsi que certaines recommandations ou concepts importants proposés dans le rapport du HLPE, comme par exemple l'introduction de l'empreinte écologique, n'aient pas été retenus.
- En outre, et c'est un point important, nous appelons les organisations romaines à jouer un rôle clé et proactif dans la diffusion et la mise en œuvre de ces recommandations politiques élaborées par le CSA.
- D'une façon plus générale, nous les appelons à mettre en œuvre des programmes et projets qui favorisent l'agro-écologie selon les principes rappelés dans les 10 éléments de l'agro-écologie, texte adopté par les États membres de la FAO en 2019. La France considère en effet que l'agro-écologie représente une des voies privilégiées pour effectuer les nécessaires transitions vers des systèmes alimentaires durables, et pour répondre ainsi aux grands défis actuels que sont, entre autres, l'adaptation et l'atténuation au

changement climatique, la lutte contre la perte de biodiversité et, bien sûr, la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous. C'est dans cet esprit que la France, avec ses partenaires, a lancé lors du « One Planet Summit » de janvier dernier l'Accélérateur de la Grande Muraille Verte pour appuyer les pays sahéliens.

- **En conclusion, nous nous félicitons que les négociations aient pu aboutir à un texte finalisé au cours d'un processus inclusif. C'est une nouvelle preuve de la capacité du CSA à favoriser un dialogue ouvert et constructif et à faire émerger des consensus. Nous espérons vivement que toutes les parties se joindront au consensus pour adopter ces recommandations et valoriser le travail effectué par le CSA.**